

# Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

15 JANVIER 2022

N° 280

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



*Manifestation à Bamako contre les sanctions de la Cedeao*

## Éditorial

**MALI :**  
**NON AUX SANCTIONS QUI FRAPPENT LA POPULATION !**  
**TROUPES FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE !**

Page 3 - 4

**ZONE INDUSTRIELLE DE  
KOU MASSI  
SAMCO : SALAIRE DE  
MISÈRE ET CONDITIONS DE  
TRAVAIL DANGEREUSES**

Page 5 - 6

**À BAS LE SYSTÈME  
JOURNALIER !**

Page 8 - 9

**TRACÉ DU MÉTRO  
D'ABIDJAN :  
NON AU DÉGUERPISSEMENT  
DES POPULATIONS SANS  
RELOGEMENT !**

Page 12

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- MALI : NON AUX SANCTIONS QUI FRAPPENT LA POPULATION ! TROUPES FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE !.....	3 - 4
- ZONE INDUSTRIELLE DE KOUMASSI SAMCO : SALAIRE DE MISÈRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL DANGEREUSES.....	5 - 6
- GRÈVE À LA POSTE : LES TRAVAILLEURS TIENNENT LE BON BOUT...	6 - 7
- PORT AUTONOME LES DOCKERS FONT RECULER LEUR DIRECTION	7
- À BAS LE SYSTÈME JOURNALIER !.....	8 - 9
- SECTEUR DU BTP : L'AVIDITÉ DES PATRONS, PREMIÈRE CAUSE DES ACCIDENTS .....	9 - 10
- CCB : LA MOBILISATION A PAYÉ .....	10
- YOPOUGON GESCO : LA CIE ET LA SODECI TERRORISENT LES HABITANTS .....	11
- TRACÉ DU MÉTRO D'ABIDJAN : NON AU DÉGUERPISSEMENT DES POPULATIONS SANS RELOGEMENT ! .....	12

E d i t o r i a l

MALI :  
NON AUX SANCTIONS QUI FRAPPENT LA POPULATION !  
TROUPES FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE !

Ce vendredi 14 janvier, de milliers de personnes ont manifesté dans différentes villes du Mali à l'appel d'Assimi Goïta, actuel dirigeant de la junte au pouvoir. Elles ont massivement protesté contre les sanctions que les chefs d'État de la Cedeao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) appuyés pas la France, ont décidé d'imposer au Mali à partir du 9 janvier pour contraindre ses dirigeants à organiser des élections présidentielles dans les plus brefs délais. Ainsi, les frontières terrestres et aériennes des pays de la Cedeao avec le Mali ont été fermées. Le transport de marchandises entre le Mali et ces pays voisins est interrompu. Officiellement, les produits médicaux et de première nécessité ne sont pas concernés mais de nombreux transporteurs affirment qu'ils sont bloqués et se trouvent dans la même situation que des centaines de camions qui font quotidiennement la navette entre Bamako et Dakar ou entre Bamako et Abidjan. Les avoirs du Mali au sein de la Banque centrale des États d'Afrique de l'ouest (BCEAO) sont gelés. Les Maliens travaillant dans les pays membres de la Cedeao ne peuvent plus envoyer de l'argent à leurs familles. Le gouvernement français a accentué ce blocus en suspendant les vols de la compagnie Air France entre Paris et Bamako.

Toutes ces mesures sont prétendument dirigées contre la junte au pouvoir à Bamako mais c'est la population malienne qui est frappée directement, elle qui souffre déjà d'une situation dramatique provoquée par la montée des groupes armés islamistes, par une crise politico-militaire qui dure depuis près de 10 ans, par le chômage et la vie chère. À cause de ce blocus, les prix des produits de première nécessité vont flamber encore plus et aggravera davantage les conditions d'existence des classes populaires.

Loin de fragiliser le pouvoir d'Assimi Goïta, cette sanction renforce sa dictature, lui permet d'embrigader la population, de donner prise à son discours nationaliste anti Cédéao et anti français, de détourner la colère des populations pauvres vers une impasse. Ces sanctions lui ont également apporté une certaine sympathie dans d'autres pays africains, notamment parmi ceux qui s'opposent à la politique de l'impérialisme français en Afrique.

Les dirigeants de l'État français n'ont à la bouche que les mots « démocratie », « respect de la Constitution », « lutte contre le terrorisme », « respect de la souveraineté nationale » ou autres hypocrisies pour justifier le rôle politique et militaire qu'ils jouent actuellement au Sahel. Mais si au Tchad, Macron a accepté le coup d'État de Déby fils alors qu'il ne veut pas de Goïta au Mali c'est parce que celui-ci n'accepte pas de se soumettre à son dictat, notamment sur la durée de la transition et plus récemment sur le recours fait par le gouvernement malien aux mercenaires de la société russe Wagner.

Macron, en tant que représentant de l'impérialisme français, veut perpétuer la main-mise des grandes firmes capitalistes françaises sur leurs anciennes chasses gardées d'Afrique dont le Mali fait toujours partie. Mais dans ce pays et plus généralement dans le Sahel, il se joue une guerre de positionnement des grandes et moyennes puissances pour faire main basse sur les richesses naturelles potentielles ou avérées qui s'y trouvent.

Dans cette compétition, les dirigeants de la Cédéao, plus particulièrement ceux des anciennes colonies françaises d'Afrique, ne font que répéter à haute voix ce que Macron leur dicte en coulisse. De son côté, Assimi Goïta, le nouveau dictateur malien fait semblant de se présenter comme celui qui veut lutter contre la corruption, qui veut mettre fin au terrorisme et apporter la démocratie au Mali mais que Macron et les dirigeants de la Cédéao veulent écarter du pouvoir. Les uns comme les autres sont des ennemis mortels des travailleurs et des classes pauvres.

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---

### ZONE INDUSTRIELLE DE KOUMASSI

#### SAMCO : SALAIRE DE MISÈRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL DANGEREUSES

---

SAMCO, est une entreprise de fabrication de meubles de luxe pour maisons et bureaux. L'État ivoirien fait partie de ses clients et participe à l'engraissement du propriétaire qui possède également une entreprise de construction de bâtiments.

Un ouvrier raconte le quotidien de ses camarades dans cette entreprise :

*« À l'usine nous n'avons pas de cache-nez et pourtant nous travaillons les planches et les contreplaqués pour les transformer en portes, cadres de porte, fenêtres, tables, meubles de bureau et de décoration, placards, etc. Les bois sont traités avec des produits toxiques que nous aspirons au quotidien sans oublier la poussière qui nous pénètre les yeux, les pores, le nez, la bouche et les oreilles parce que nous n'avons aucun matériel de protection. À cela il faut ajouter le bruit des machines qui endommage nos tympans. Nous n'avons pas de chaussures de sécurité, ni de gants. Nos paumes de mains sont devenues si dures que nous ne pouvons pas caresser nos femmes et enfants sans risquer d'écorcher leur peau. À cause de la poussière de bois, nous sommes tout le temps enrhumés et bon nombre d'entre nous souffrent de sinusite. À l'usine nous avons seulement une heure de pause pour aller manger alors qu'il n'y a pas de cantine sur place.*

*Nous travaillons avec du matériel très tranchant et l'entreprise ne possède pas d'infirmerie interne. Les accidents sont fréquents. En cas de maladie, notre patron nous recommande de consulter son ami médecin à Marcory pour avoir juste une ordonnance à payer à nos frais parce que nous ne sommes pas couverts par une assurance. Avec ce docteur-là, nous avons rarement droit aux arrêts maladie. Quand c'est le cas, les jours de repos ne sont pas payés.*

*Nos salaires d'ouvrier varient de 90.000f à 150.000f CFA en fonction des périodes et des commandes incluant des heures supplémentaires et des primes de productions. À chaque fin de mois notre cœur bat très fort, nous sommes angoissés dans l'attente de notre salaire car notre patron ne donne jamais de date précise pour nous payer. De plus nous ne savons pas exactement ce que nous allons gagner. Et dans cette attente nous prenons des crédits pour payer le transport, pour se nourrir et pour continuer à être exploités par ce capitaliste qui nous suce le sang quotidiennement. En nous payant en retard, il nous met dans une position de mauvais payeurs vis à vis des propriétaires de nos logements et le boutiquier du quartier chez qui nous prenons tout à crédit.*

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---

*Malgré la cherté des denrées alimentaires et le coût grandissant des loyers suite aux nombreuses démolitions des maisons à Koumassi par les autorités gouvernementales, les salaires sont restés les mêmes. Pourtant le coût des meubles que nous produisons connaît une hausse exponentielle ... ».*

Tous les patrons dans cette zone industrielle ont le même comportement vis-à vis de tous les

ouvriers. Nous avons appris tout récemment que chez Indus-chimie, une société de fabrication de produits chimiques, un ouvrier s'est écroulé en plein travail et est mort sur le coup. C'est dans ces conditions intenable de travail, de manque de repos, de salaires de misère que les patrons nous maintiennent avec la complicité de l'État. Mais nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, sur nos luttes collectives pour améliorer nos conditions d'existence.

---

### GRÈVE À LA POSTE : LES TRAVAILLEURS TIENNENT LE BON BOUT

---

Le 03 janvier dernier les agents de la poste ont entamé une grève illimitée pour exiger le paiement immédiat de deux mois d'arriéré de salaire.

Cela fait longtemps que cette situation dure et que les travailleurs la dénoncent. La coupe est pleine. Les mois de novembre et de décembre n'ont pas été payés. Le mois d'octobre n'a été soldé que le 31 décembre. Dans de telles conditions, comment payer ses loyers, comment simplement payer son transport pour se rendre au travail ? Comment scolariser les enfants ? Comment assurer la popote ? Certains sont déjà expulsés de leurs maisons et dorment avec leurs familles dans des églises.

Les travailleurs dénoncent par la même occasion les mauvaises conditions de travail, l'inégalité des traitements pour les travailleurs de la

même catégorie, l'application de la majoration de 9% des salaires obtenu depuis 2015.

Pendant leur mouvement de grève, les travailleurs ont manifesté bruyamment devant leur direction pour se faire entendre. Ils ont tenu des meetings et n'ont pas hésité à se déplacer dans les différentes agences et à passer de bureau en bureau pour demander à leurs collègues qui travaillaient encore de se joindre à eux.

Plutôt que de régler le problème, la direction a d'abord cherché à diviser les travailleurs selon leur appartenance syndicale. Ne réussissant pas à arriver à ses fins par ce biais-là, elle a joué la carte de l'intimidation en convoquant l'un des principaux représentants des travailleurs à la police. Malgré toutes ces tentatives de la direction, les travailleurs ont tenu bon.

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---

Finalement, la direction a fini par s'engager à payer les arriérés et discuter pour le règlement des autres exigences des travailleurs. Du coup, les grévistes ont suspendu leur grève et ont donné jusqu'au 15 février à la direction pour régler tous les

problèmes. Pour bien marquer devant la direction qu'ils restent mobilisés, ils viennent au travail en bandeau rouge. Les grévistes ont réussi à faire reculer la direction mais il reste encore à concrétiser ce à quoi elle s'est engagée.

---

### PORT AUTONOME LES DOCKERS FONT RECULER LEUR DIRECTION

---

Le 17 décembre dernier les ports d'Abidjan et de SanPédro ont été paralysés par une grève des dockers. Et pour cause, ils réclament l'application de l'augmentation de leurs salaires et des mesures pour l'amélioration de leurs conditions de travail obtenues depuis 2019.

Les ports d'Abidjan et de San-Pédro sont des infrastructures économiques importantes pour le pays. Ils sont le point de passage pour l'exportation de nombreux produits agricoles : cacao, banane, hévéa, coton, mangue, papaye, coprah, noix de cajou etc. Le port d'Abidjan, un des principaux d'Afrique de l'ouest, assure 90% des échanges extérieurs. C'est aussi la porte d'entrée pour l'approvisionnement des pays voisins dépourvus de façades maritimes (Mali, Niger et Burkina Faso). Il traite 600 000 conteneurs chaque année

La direction du port, à défaut d'appliquer les mesures concédées en 2019, a passé son temps à mener les travailleurs en bateau. Excédés par cette attitude patronale, les travailleurs ont décidé de cesser le travail.

Dès le début de la grève, c'était le branle-bas dans la direction du port mais aussi au niveau des autorités gouvernementales chargées de cette question. Tous ont délégué des représentants qui se sont précipités auprès des travailleurs en s'engageant à trouver une solution aux problèmes posés. Les travailleurs ont suspendu leur grève le même jour mais restent sur leurs gardes et toujours mobilisés car ils savent bien que les engagements des patrons ne valent rien sans la mobilisation des travailleurs.

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

### À BAS LE SYSTÈME JOURNALIER !

---

Le système journalier s'est généralisé dans les zones industrielles. Avant, c'était l'exception, aujourd'hui c'est devenu la règle. Les embauches se font au compte-gouttes. Les travailleurs journaliers constituent l'écrasante majorité dans ces zones. Le patronat a trouvé là le moyen d'enfoncer un peu plus la classe ouvrière dans la précarité tout en s'en mettant plein les poches. Les travailleurs journaliers constituent une main d'œuvre corvéable à merci. Pour eux, ce sont des salaires au rabais, il n'y a pas de retraite, pas de CNPS, pas de matériel de protection, pas de prise en charge en cas de maladie. Le patron peut se débarrasser d'eux à tout moment et pour n'importe quel motif.

À ce sujet voici le témoignage d'un jeune travailleur journalier.

*« Je suis journalier depuis quelques années. J'ai commencé à chercher du travail car ayant fini les études à l'université, je voulais gagner de l'argent pour passer des concours. Mon premier contrat, c'était à Rodis, une entreprise de plastique dans la zone industrielle de Yopougon. Le contrat était de trois mois non renouvelable. Pour l'avoir, il a fallu mouiller la barbe d'un chef recruteur. Autrement ce n'est pas possible d'avoir une place à moins d'avoir un parent corps habillé un peu gradé qui te parraine. Une fois à l'intérieur, il n'y a pas de tenue de travail, ni équipement de sécurité pour les journaliers. Il n'y a*

*pas de bulletin de salaire. L'épée de Damoclès du renvoi pendait sur nos têtes à tout moment. Certains collègues ont été renvoyés après seulement quelques jours de travail. Ils n'ont même pas pu récupérer ce qu'ils ont payé pour se faire embaucher...*

*Ensuite je me suis retrouvé à Sivop Plastique. Là aussi j'ai dû payer pour avoir une place cette fois-ci pour un contrat de 11 mois. Avant de commencer à travailler, la direction exige de l'ouvrier de se munir de chaussures de sécurité, mais à ses frais. C'est au travailleur d'acheter sa tenue de travail qui est confectionnée par l'entreprise. Là, les conditions de travail étaient difficiles. En plus de la cadence infernale, il y a la chaleur et le bruit. On n'avait rien pour s'en prémunir. À la descente, on était trempés comme si on venait de jouer un derby. Lorsque tu tombes malade, tes soins sont à tes frais. Les jours non travaillés ne sont pas payés. Mais à ton retour la direction demande des justificatifs comme les reçus d'hôpital, et même les reçus de pharmacie, autrement c'est le renvoi.*

*Après les 11 mois, j'ai fait trois mois de chômage et j'ai trouvé un point de chute à Siprochim. Là encore il fallait payer. Avant d'être pris, la direction exige un certain nombre de vaccins mais au frais de l'ouvrier. Le salaire est tellement bas qu'il ne permet même pas de faire les économies escomptées.*

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---

*Aujourd'hui, je me retrouve dans une nouvelle entreprise, toujours dans les mêmes conditions.*

*Ainsi va la vie pour les travailleurs journaliers. Nous allons d'entreprise en entreprise. Nous vivons dans l'insécurité du lendemain car le renvoi peut arriver à tout moment. Même lorsqu'il n'y a pas de renvoi,*

*c'est tout comme puisque de toute façon les contrats sont de courte durée.*

*Nombreux sont les travailleurs qui en ont marre de ce système qui n'est rien d'autre qu'un esclavage qui ne dit pas son nom. Tôt ou tard cette situation finira par exploser car ça ne peut pas durer ainsi indéfiniment. »*

---

### SECTEUR DU BTP : L'AVIDITÉ DES PATRONS, PREMIÈRE CAUSE DES ACCIDENTS

---

Le mardi 04 janvier 2022, deux accidents de travail mortels se sont produits sur des chantiers à Abidjan, causant la mort de deux ouvriers et plusieurs blessés graves.

Le premier, le plus médiatisé, s'est produit sur le chantier de la construction de l'échangeur de Gesco dans la commune de Yopougon. Il a fait 1 mort et 8 blessés. Les travaux de l'agrandissement de la voie Gesco carrefour de Jacquerville sur la route de Dabou, ont été confiés à l'entreprise française SOGEA-SATOM. Cette dernière a sous-traité avec d'autres entreprises. Évidemment, chacune, pour amasser un peu plus de fric, utilise les travailleurs comme des bêtes de somme avec des bas salaires, des conditions de travail difficiles sans mesure de sécurité adéquate. C'est cette course au profit qui est à la base de ces nombreux accidents. Et malheureusement ces entreprises ne sont nullement inquiétées par les autorités de surveillance. Bien au

contraire, elles prospèrent sous la protection de l'État.

Après l'accident de Gesco, le directeur de l'AGEROUTE, la structure étatique qui a en charge la réalisation de tous les travaux de l'État, s'est rendu sur le lieu. Il n'a rien trouvé à dire que de promettre une enquête qui sera menée pour situer les responsabilités. Et pour cela, on va faire venir de France des experts pour analyser l'écroulement de l'échafaudage. Cette prétendue enquête n'est rien d'autre qu'une manière de noyer le poisson. Pour les capitalistes et les autorités qui les entourent, la vie d'un travailleur ne compte pas à côté des profits réalisés sur son dos.

Ce même jour du 4 janvier, sur un autre chantier à Cocody Angré cité Sir, un autre accident a fait un mort et des brûlés graves suite à une électrocution alors que des ouvriers étaient en train de d'installer un échafaudage.

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---

Quelques semaines avant ces accidents, 4 ouvriers ont trouvé la mort sur le chantier du 4<sup>ème</sup> pont. Ces accidents sont nombreux. Ceux dont on parle ne sont que la partie visible de l'iceberg.

Tel un pompier arrivant après l'incendie, les autorités publiques font semblant de mener des enquêtes après les accidents alors que c'est en amont qu'elles auraient dû agir, en contrôlant les installations avant leur mise en service.

---

### CCB : LA MOBILISATION A PAYÉ

---

Située dans la commune de Tiassalé, CCB est une usine de traitement et de transformation de cacao avant d'être exporté. Ce 22 décembre, les travailleurs se sont mis en grève pour réclamer la gratification et le salaire du mois de décembre. Les ouvriers avaient eu vent du fait que le DG serait déjà en France pour des congés et ne rentrerait qu'en début du mois de janvier. Pour ne pas que la direction prenne cela comme prétexte pour repousser les paies, les travailleurs ont décidé de prendre le devant des choses. Dès 6h du matin, les 2 entrées de l'usine ont été

bloquées. Au fur et à mesure que les travailleurs arrivaient et commençaient à se regrouper devant les portails de l'usine, la grève s'intensifiait. Pour calmer les choses la direction a immédiatement convoqué les délégués du personnel en vue d'une négociation. C'est ainsi qu'il a été convenu de la date du 27 décembre pour les paiements. Ce qui fut fait après.

Les travailleurs ont montré qu'en s'organisant et en se mobilisant, ils peuvent changer le rapport de forces.

# L E U R S O C I E T E

## YOPOUGON GESCO : LA CIE ET LA SODECI TERRORISENT LES HABITANTS

En ce début d'année, précisément le mercredi 12 janvier, la population de Yopougon-Gesco-Ayakro a reçu une visite surprise des agents de la CIE et de la SODECI accompagnés de plusieurs cargos de gendarmerie à 2 heures du matin. À cette heure tardive, ils ont tapé très fort à chaque porte pour réveiller les occupants et procéder à la vérification des compteurs d'eau et d'électricité pour s'assurer que la fourniture en eau et en électricité est uniquement celle du compteur. Quand ce n'est pas le cas, le responsable de la maison est immédiatement menotté et jeté dans le cargo. La somme à payer est de 800.000 francs. Un monsieur utilisant de l'eau parallèle n'a pas hésité à dénoncer son fournisseur après son arrestation. Pour ne pas se faire prendre, des habitants n'ont pas ouvert leurs portes. Ils sont restés dans leurs maisons en prenant soin d'éteindre tous les récepteurs de courant électrique. Malgré cela, les visiteurs attendaient patiemment. À 11h, un doyen du quartier a dit aux visiteurs que ce n'est pas un plaisir pour des pères de familles de s'enfermer de la sorte. C'est la pauvreté qui fait que les gens n'arrivent pas à se mettre en règle. Un peu découragé, ils sont partis. Mais après ils sont revenus et

ont déposé une convocation devant chaque porte fermée. Depuis lors, les occupants des maisons, craignant leur retour, n'y dorment plus. Certains vont chez des parents et d'autres à l'église.

Le comportement des dirigeants de l'État, de la CIE et de la SODECI vis-à-vis des petites gens est inadmissible. Ils avaient pourtant chanté haut et fort qu'ils distribuaient gratuitement des compteurs mais on s'est vite aperçu que c'était une pure arnaque. Le compteur de courant électrique qui normalement coûte moins que 90 000 francs était facturé à 190 000 francs. En plus de cela, la CIE oblige les gens à payer rapidement en les menaçant de leur couper le courant. Quant aux compteurs d'eau, pour en avoir il faut sortir pas moins de 180.000 francs. Comment y arriver quand on ne touche que le smig ? Quand on sait que l'eau et l'électricité sont indispensables à la vie d'une personne, quel autre choix a-t-on ?

L'État, la CIE et la SODECI considèrent les habitants des quartiers déshérités comme des délinquants mais ils sont des victimes de la politique des rapaces qui sont au pouvoir et qui se moquent des besoins de la population.

# L E U R S O C I E T E

## TRACÉ DU MÉTRO D'ABIDJAN : NON AU DÉGUERPISSEMENT DES POPULATIONS SANS RELOGEMENT !

En aout 2021, le premier ministre Patrick Achi, avait fait une tournée en train pour voir le tracé du "Metro" ou "train urbain" d'Abidjan. Il avait, paraît-il, été choqué par le dénuement des habitations qui longeaient les rails. Le gouvernement avait promis des indemnités à ceux qui allaient être délogés lors de la construction des rails. Une fois de plus, c'était un mensonge car les bulldozers encadrés par des soldats sont entrés en action pour raser les habitations sans ménager les populations.

À l'origine, en 2014, ce qui était prévu c'était de raser les habitations situées à 25 mètres de part et d'autre des rails. Mais en conseil des ministres du 8 décembre 2021, le 1<sup>er</sup> ministre a décidé de raser une largeur de 200 mètres sous prétexte que « *cette réserve foncière est destinée à abriter des projets de rénovation et d'aménagement urbain prévus pour insérer le métro et les usagers dans un paysage urbain moderne et beaucoup plus agréable* ». Derrière ce discours alambiqué il y a la volonté du pouvoir de chasser les classes populaires de ces terrains convoités par les promoteurs immobiliers et les riches qui ne veulent pas voir la misère devant leurs fenêtres.

Pour une bande large de 50 mètres, ce sont officiellement plus de 9500 familles qui avaient été jetées à la rue du jour au lendemain. Avec la nouvelle décision, c'est au moins 4 fois plus de personnes qui vivent désormais la peur au ventre dans les communes d'Anyama, d'Abobo, d'Adjamé et Plateau, Treichville, Marcory et Port-Bouët. Pour le moment rien de concret n'a encore été décidé. Mais comme l'a signifié un riverain qui se trouve dans la zone des 200 m : « *Chez moi, il y a les bagages des voisins qui ont eu leur maison cassées. Je suis impacté parce qu'on doit encore élargir la voie à 100 m. Nous sommes inquiets, tristes et désemparés. Parce qu'on sait qu'on viendra nous chasser, je ne sais pas quand. Avant de se mettre en rang pour avoir quelque chose. Parce que malheureusement, c'est comme ça que ça se passe.* »

Pour le moment les populations encaissent les frustrations. Mais quand toute cette frustration finira par s'extérioriser en une grosse manifestation de colère, et cela finira par arriver, espérons que les travailleurs et les petits gens trouveront le moyen de faire payer aux riches et aux gouvernants à leur service tout leur mépris.

# CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.